

Audit Bugeaud
18, rue Spontini
75116 Paris
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris



LES PLATEAUX SAUVAGES

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

5 Rue des Plâtrières
75 020 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

LES PLATEAUX SAUVAGES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres de l'association LES PLATEAUX SAUVAGES,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LES PLATEAUX SAUVAGES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaires aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC 2022-06 exposées dans l'annexe aux comptes annuels.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons examiné les modalités de l'inscription à l'actif des investissements ainsi que celles retenues pour leur amortissement et pour la comptabilisation des subventions d'investissements s'y rattachant.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels.

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :



- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 21 mai 2026

Benoît Bugeaud
Président
DB



AUDIT BUGEAUD
Benoît BERTHOU
Commissaire aux comptes

Bilan actif

Postes	Brut	Amort. & dépréc.	Net 31/12/2025	Net 31/12/2024
Frais d'établissement (I)				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	72 173	49 267	22 906	24 925
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillage industriels	1 143 098	820 048	323 050	417 267
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (II)	1 215 270	869 315	345 955	442 192
STOCKS ET EN-COURS	5 691	5 084	607	265
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	5 691	5 084	607	
Avances et acomptes sur commandes				265
CRÉANCES				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	7 772		7 772	
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	52 569		52 569	62 240
Charges constatées d'avance	17 654		17 654	29 538
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	364 751		364 751	342 710
TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)	448 437	5 084	443 353	434 753
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)	1 663 708	874 399	789 308	876 945

Bilan passif

Postes	31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droits de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
RÉSERVES		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projets de l'entité		
Autres réserves	142 684	142 684
Report à nouveau	-150 232	-153 560
Excédent ou déficit de l'exercice	4 335	3 328
SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)	-3 213	-7 549
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	341 350	417 939
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES (I)	338 136	410 390
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	1 500	7 597
TOTAL FONDS REPORTÉS OU DÉDIÉS (II)	1 500	7 597
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	7 500	
TOTAL PROVISIONS (III)	7 500	
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	733	2 966
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	125 398	183 334
Dettes fiscales et sociales	129 569	115 868
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	14 596	12 531
Produits constatés d'avance	171 876	144 259
TOTAL DETTES (IV)	442 172	458 958
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Passif (V)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	789 308	876 945

Compte de résultat

Postes	2025	2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens	2 616	1 194
Dont ventes de dons en nature		717
Ventes de prestations de services	342 350	292 639
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 252 323	1 263 098
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénat		
Legs, donations et assurance-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	61	2 080
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés	7 597	24 519
Autres produits	7 575	1 536
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	1 612 523	1 585 067
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	4 431	1 775
Variation de stocks	-545	2 080
Autres achats et charges externes	660 416	647 428
Aides financières		
Impôts, taxes, et versements assimilés	24 950	39 535
Salaires	557 452	557 144
Cotisations sociales	224 154	204 401
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	104 756	96 570
Dotations aux provisions		
Valeurs comptables des immobilisations incorp. et corp. cédées		
Report en fonds dédiés	1 500	7 000
Autres charges	34 645	31 546
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 611 760	1 587 480
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	763	-2 413
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	6 048	6 063
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)	6 048	6 063
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	386	
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		

Postes	2025	2024
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)	386	
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	5 662	6 063
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	6 424	3 650
Produits exceptionnels (V)		
Charges exceptionnelles (VI)		
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	2 089	322
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 618 571	1 591 130
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 614 235	1 587 802
EXCÉDENT OU DÉFICIT	4 335	3 328
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	887 887	820 530
Bénévolat	778	1 055
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	888 665	821 585
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	820 530	820 530
Prestations en nature	67 357	
Personnel bénévole	778	1 055
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	888 665	821 585

Préambule

Introduction

Introduction à l'annexe

L'exercice comptable clos le **31/12/2025** a une durée de **12** mois.

L'exercice précédent avait une durée de **12** mois recouvrant la période du **01/01/2024** à **31/12/2024**.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **789 308,38 €**.

Le résultat net comptable est **un bénéfice de 4 335,24 €**.

Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Principes et méthodes comptables

Règlement comptable

Description de l'entité

L'association a pour objet de mettre en oeuvre le projet pour lequel Laetitia Guédon a été retenue au titre de l'appel à projet lancé par la Ville de Paris pour l'exploitation, la promotion et le développement de l'équipement artistique et culturel LES PLATEAUX SAUVAGES, ainsi que la réalisation de toutes activités s'y rapportant.

Cet équipement offre des espaces permettant de créer un lieu innovant, ouvert, participatif et fortement implanté sur le territoire.

Dans le cadre de son objet, l'association aura, notamment, pour activité :

- d'accueillir, d'initier, de programmer et de soutenir des spectacles, des activités et des événements de nature à participer au développement des PLATEAUX SAUVAGES ;
- d'accompagner des projets culturels pluridisciplinaires, des pratiques amateurs, notamment tournées vers la jeunesse, des compagnies, groupes et artistes émergents et professionnels dans leurs pratiques artistiques (notamment, à travers la mise à disposition d'un lieu de résidence et l'accueil de répétitions) ;
- d'accueillir des ateliers et cours à destination de publics professionnels, amateurs et scolaires ;
- de mettre à disposition les lieux et équipements à tous partenaires, associatifs ou autres, dans le cadre de l'organisation, par ces derniers, de spectacles, d'activités ou d'événements culturels ou artistiques ;
- de proposer toutes activités pouvant concourir à la réalisation et la promotion de cet objet ainsi que toutes activités complémentaires ou accessoires.

Mention du règlement comptable

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec :

- Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC N°2022-06 du 04 novembre 2022.
- Les articles L123-12 à L123-28 du Code de commerce.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des modifications apportées dans le cadre de la première application du règlement ANC n°2022-06 ;
- Indépendance des exercices.

Liste des méthodes

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement obtenus, en vue de leurs utilisations envisagées.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,
- le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées. Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Type d'immobilisation	Durée d'amortissement
Bâtiments, installations et agencements	
Bâtiments commerciaux	20 à 50 ans
Bureaux	25 ans
Agencements	10 ans
Mobilier	5 à 10 ans
Travaux	5 à 10 ans
Matériel et outillage	
Matériel	5 à 10 ans
Outillage	5 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	
Matériel de transport	5 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Immobilisations incorporelles	
Logiciels	1 à 3 ans
Brevets	
Autres	

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- Utilisation de la méthode d'évaluation par équivalence ;
- Information sur l'identification et le suivi, à chaque clôture, des titres de participation définis à l'article 39-1-5° du CGI pour lesquels la société a modifié l'option de comptabilisation des frais liés à l'acquisition.
- Utilisation de la dérogation pour l'évaluation des titres en cas de baisse anormale et momentanée.

Stocks

Les stocks sont évalués selon :

- La méthode premier entré, premier sorti (FIFO)
- La méthode du coût moyen unitaire pondéré (CUMP)

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Le coût de la sous activité est exclu de la valeur des stocks.

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Les créances et dettes en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la date de la facture.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque sont enregistrées à leur valeur nominale.

Cas des disponibilités en devise :

Les liquidités disponibles en devises sont converties en euros sur la base du dernier cours de change précédent la clôture de l'exercice.

Les écarts de conversion sont directement comptabilisés dans le résultat de l'exercice en perte ou en gain de change.

Avances remboursables

Les avances reçues d'organismes publics ou privés pour le financement des activités de la Société dont le remboursement est conditionnel sont présentées au passif sous la rubrique « Autres fonds propres ». Les intérêts correspondants sont présentés au passif du bilan en Emprunts et dettes financières diverses.

Subventions

Inscription proratisée :

La société a bénéficié de subventions qui ont été imputées en résultat d'exploitations au prorata des frais engagés. De ce fait, des subventions à recevoir peuvent être enregistrées dans les comptes si le contrat d'attribution est signé, que des dépenses ont été engagées mais que les subventions n'ont pas encore été reçues. La quote-part des subventions qui financent des dépenses immobilisées est reprise en résultat d'exploitations au même rythme que l'amortissement desdites dépenses. La partie acquise mais non encore rapportée au résultat est comptabilisée en fonds propres, en subventions d'investissements.

Emprunts

Les frais d'émission d'emprunts sont le cas échéant comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel les emprunts ont été octroyés.

Changements de méthodes

Changement de réglementation comptable

Le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. Ainsi, pour tout exercice ouvert à compter du 1er janvier 2025, **LES PLATEAUX SAUVAGES** présente ses états financiers conformément aux dispositions et aux modèles figurant dans ledit règlement.

Postes du bilan et du compte de résultat

Informations relatives à l'actif

Mouvements des postes d'immobilisations

Rubriques	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Concessions, brevets & licences	72 173			72 173
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage	572 552			572 552
Autres immobilisations corporelles	569 526	1 019		570 545
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL	1 214 251	1 019		1 215 270

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent

(B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

Amortissements et dépréciations

Amortissements	Durée d'utilisation	Mode d'amortissement	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement et de R&D						
Concessions, brevets & licences			47 248	2 019		49 267
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immo. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel et outillage			449 651	42 534		492 185
Autres immobilisations corporelles			275 161	52 703		327 863
Immo. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations financières						
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
TOTAL			772 059	97 256		869 315

Dépréciations	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de R&D				
Concessions, brevets & licences				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Stocks et en-cours				
Matières premières				
En-cours de production (biens et services)				
Produits finis				
Marchandises	5 145		61	5 084
Avances et acomptes				
Créances				
Créances clients et comptes rattachés				
Autres créances				
Charges constatées d'avance				
Capital souscrit - appelé non versé				
TOTAL	5 145		61	5 084

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent

(B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

État des échéances à la clôture de l'exercice

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immo. financières				
Clients douteux				
Autres créances clients	7 772	7 772		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres org. sociaux	410	410		
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA	51 169	51 169		
Autres impôts				
Divers	564	564		
Groupes et associés				
Débiteurs divers	427	427		
Charges constatées d'avance	17 654	17 654		
TOTAL	77 995	77 995		
Prêts accordés en cours d'exercice				
Rembours. obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				

État des charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Montant	Commentaire
Charges constatées d'avance	17 654	
TOTAL	17 654	

Informations relatives au passif

Variation des fonds propres

Rubriques	Début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Réduction	Fin d'exercice
Situation nette					
Fonds propres sans droit de reprise	142 684				142 684
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	-153 560		3 328		-150 232
Excédent ou déficit de l'exercice	3 328	3 328	4 335		4 335
TOTAL	-7 549	3 328	7 663		-3 213
Autres					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	417 939			76 589	341 350
Provisions réglementées					
TOTAL	417 939			76 589	341 350
TOTAL GÉNÉRAL	410 390	3 328	7 663	76 589	338 136

Fonds dédiés

Rubriques	Début d'exercice	Reports	Utilisations montant global	Utilisations dont rembours.	Transferts (A)	Cloture Montant global (B)	Clôture projets sans dépense
Subventions d'exploitation							
DRAC IDF EAC 2020	1 207		1 207				
DRAC IDF EAC 2024	1 390		1 390				
DRAC IDF EAC Pluriannuelle 24/25		1 500				1 500	
DRAC IDF EAC 2024 (TRA100)	5 000		5 000				
TOTAL	7 597	1 500	7 597			1 500	
Contributions financières d'autres organismes							
TOTAL							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							
TOTAL GÉNÉRAL	7 597	1 500	7 597			1 500	

Provisions

Nature de la provision	À l'ouverture de l'exercice	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non-utilisées	À la clôture de l'exercice
Provisions pour risques					
Provisions pour charges		7 500			7 500
TOTAL		7 500			7 500

Une provision pour risques et charges a été constatée dans le cadre d'une procédure de rupture conventionnelle avec un salarié au 31/12/2025.

Précisions sur les dettes

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes aux étab. de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	125 398	125 398		
Personnel et comptes rattachés	16 651	16 651		
Sécurité Sociale et autres org. sociaux	56 114	56 114		
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices	2 089	2 089		
TVA	19 035	19 035		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	35 717	35 717		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	15 329	15 329		
Produits constatés d'avance	171 876	171 876		
TOTAL	442 209	442 209		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Précisions sur certains postes de passif

Produits constatés d'avance	Montant	Commentaire
Produits constatés d'avance	-171 876	
TOTAL	-171 876	

Informations relatives au compte de résultat

État des charges à payer et des produits à recevoir

Charges à payer	Montant	Commentaire
Fournisseurs - Factures non parvenues	57 488	
Personnel - Dettes provisionnées pour congés à payer	16 651	
Organismes sociaux - Charges sociales sur congés payés	7 493	
Organismes sociaux - Autres charges à payer	451	
TOTAL	82 083	

Produits à recevoir	Montant	Commentaire
Banque - Intérêts courus à recevoir	7 986	
Clients - Factures à établir	605	
TOTAL	8 590	

Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires	Commissaire aux comptes 1	Commissaire aux comptes 2
Afférents à la certification des comptes	6 000	
Afférents aux services autres		
TOTAL	6 000	

Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature au 31/12/25 sont les suivantes :

- Mise à disposition du lieu Ville de Paris pour 820 530 €, valorisation faite sur la base d'un bail locatif portant du 1er septembre 2021 au 31 août 2026
- Campagne publicitaire de la Ville de Paris pour 67 357 €, valorisé sur la base des coûts de production et diffusion de cette campagne publicitaire
- Bénévolat effectué par les membres du conseil d'administration pour 778 €

Les contributions volontaires

Règlement ANC 2018-06 art. 432-16

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	Missions sociales		Frais de recherche de fonds	Frais de fonctionnem ent	TOTAL COMPTE DE RESULTAT
	Réalisées en France	Réalisées à l'étranger			
Secours en nature					
Mises à disposition gratuites de biens	820 530				820 530
Prestations en nature	67 357				67 357
Personnel bénévole	778				778
TOTAL	888 665	0	0	0	888 665

Audit Bugeaud
18, rue Spontini
75116 Paris
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris



LES PLATEAUX SAUVAGES

5, Rue des Plâtrières
75020 Paris

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

**Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de
l'exercice clos le 31 décembre 2025**

LES PLATEAUX SAUVAGES

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTES

Aux membres de l'Association LES PLATEAUX SAUVAGES,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Conformément aux dispositions de l'article L612-6 du Code du commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes qui sont intervenues au cours de l'exercice écoulé :

1- Subvention de fonctionnement

Au titre du fonctionnement, l'Association LES PLATEAUX SAUVAGES a conclu avec la Ville de Paris une convention annuelle d'objectifs en date du 29 janvier 2025, complétée par un avenant du 16 juin 2025 arrêtant le montant de la subvention annuelle de fonctionnement 2025 à hauteur de 1 100 000€ versés en deux échéances : 525.000 € le 19 février 2025 et 575.000 € le 3 juillet 2025.

2- Subvention de fonctionnement

Au titre du dispositif Paris Sports Vacances + Culture (PSV+C) dans le cadre de l'héritage de l'Olympiade culturelle, LES PLATEAUX SAUVAGES ont signé en septembre 2025 avec la Ville de Paris une convention actant une subvention de 4.500 € versée le 19 novembre 2025.

3- Subvention du programme « l'Art pour Grandir »

Dans le cadre de l'Art pour Grandir et pour les projets de résidence artistique en collège « CHEVALIERES » et « NOUVELLES VAGUE », LES PLATEAUX SAUVAGES ont signé en septembre 2025 avec la Ville de Paris une convention annuelle actant une subvention de 10.000 € versée le 12 décembre 2025.

4- Subvention du projet « L'Amandier Social Club »

Pour le projet de L'Amandier Social Club, l'Association a signé une convention le 7 juillet 2025 avec la Direction de la Démocratie, des Citoyen.ne.s et des Territoires pour un soutien au projet à hauteur de 3.000 euros versés le 3 septembre 2025.

5- Subvention d'équipement

Au titre de l'équipement, pour l'exercice 2025, L'Association LES PLATEAUX SAUVAGES a conclu avec la Ville de Paris une convention en date du 18.07.2025 relative à une subvention d'équipement d'un montant de 60.000€ votée par le Conseil de Paris de juillet 2025, dont un acompte de 30.000€ a été reçu le 3.09.2025.

6- Valorisation mise à disposition lieu ville de Paris

La valorisation de la mise à disposition du lieu par la Ville de Paris au profit de l'Association LES PLATEAUX SAUVAGES est évaluée à 820.530 euros pour l'exercice 2025.

7- Valorisation campagne d'affichage

La valorisation de la campagne d'affichage MUI réalisée fin juin 2025 au profit de l'Association LES PLATEAUX SAUVAGES est évaluée à 67.357€.

Nathalie Pierre Bugeaud
Présidente
Nathalie

Paris, le 21 mai 2026



Audit Bugeaud

Benoît BERTHOU

Commissaire aux Comptes